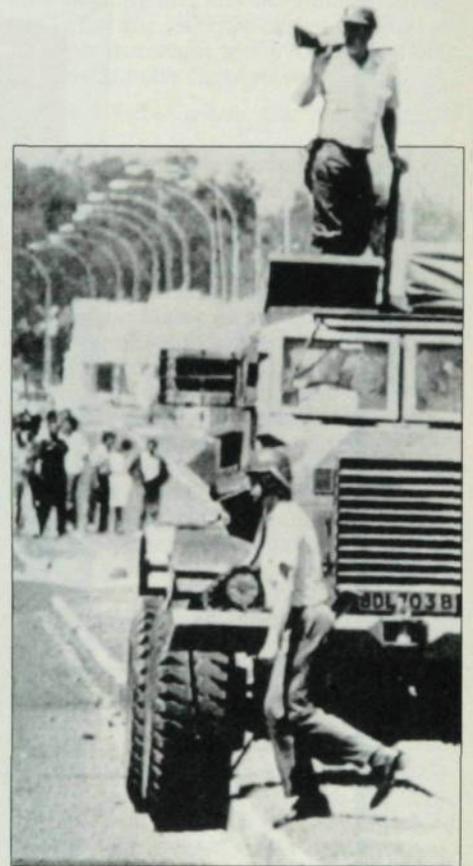


**Afrique
du
Sud**

Pour qui sonne le glas?



À venir jusqu'à tout récemment, l'Afrique du Sud était une espèce de paradis riche et verdoyant dans un continent ravagé par la misère, la sécheresse et la famine. Un paradis pour Blancs,

s'entend, longuement et méticuleusement construit sur l'exclusion systématique et le semi-esclavage de 73 % de la population, les Noir-e-s bien sûr. C'est ce qu'on appelle l'apartheid. Combien de temps ce régime aberrant durera-t-il? C'est ce que nous nous demandons à chaque fois qu'une nouvelle dépêche nous parvient de l'Afrique du Sud quasi quotidiennement, ces temps-ci.

Nancy Thede, membre du Centre d'information du Mozambique et de l'Afrique australe (CIDMAA), nous explique brièvement la situation.

par Nancy Thede

« Je suis devenue plus libérée en prison. Il était plus gratifiant de vivre physiquement mes convictions que de les énoncer devant une foule... Je ne dis pas que c'est bien d'être en prison. Mais lorsqu'il s'agit de savoir laquelle des deux prisons – celle de l'extérieur ou celle de l'intérieur – est préférable... Eh bien, le pays tout entier est une prison pour les Noirs et quand tu es dedans, au moins tu sais pourquoi tu es là et les gens qui t'y ont enfermé le savent aussi.¹

C'est Winnie Mandela qui parle, épouse de Nelson Mandela, chef de l'aile armée du plus important mouvement d'opposition à l'apartheid, le African National Congress (ANC), emprisonné depuis 23 ans par le gouvernement actuel en Afrique du Sud. Winnie Mandela elle-même est devenue un



Zinzi Mandela, fille de Winnie et Nelson Mandela, engagée dans la lutte contre l'apartheid comme tous les jeunes Sud-Africains noirs.

symbole de la résistance au régime raciste blanc.

Ce que vivent les Mandela illustre bien les déchirements imposés à tout un peuple par un régime aux abois qui essaie par tous les moyens de retarder son renversement. Car en Afrique du Sud, 5 millions de Blancs décident seuls du sort du pays, alors que 24 millions de Noirs n'ont aucun droit de vote et que 4 millions de Métis et d'Asiatiques ne possèdent que des parlements «consultatifs», fortement contestés d'ailleurs par ces mêmes communautés. Tout cela au nom de la suprématie blanche érigée en idéologie officielle de l'État.

déc./janvier 1986

Un pays riche

L'Afrique du Sud est de loin le pays le plus puissant du continent africain, tant économiquement que militairement. À un point tel, d'ailleurs, qu'il ressemble davantage aux pays riches du Nord qu'aux pays pauvres du Sud. 15 % de son budget annuel est consacré à la défense. À ses immenses richesses minières (or, diamant, platine) et agricoles (les pommes Granny Smith, par exemple), s'ajoutent une forte industrialisation s'appuyant sur une infrastructure étatique (sidérurgie, électricité, pétrole) et d'énormes investissements étrangers. Toutes les grandes banques et multinationales américaines et britanniques y ont installées leurs succursales ainsi que bon nombre de leurs consocuteurs canadiens (dont Bata, Massey-Ferguson, Falcon Bridge, la Banque Royale, Québec Fer et Titane, etc.).

Malgré cette richesse apparente, une grande partie de la population noire est très pauvre (salaire moyen: 150 \$ par mois), et ce particulièrement dans les zones rurales où l'on retrouve les «bantoustans», ce 13 % du territoire national réservé aux Noirs. Quoique ceux-ci représentent 73 % de la population totale, les meilleures terres agricoles sont réservées aux fermiers blancs. Les bantoustans étant dépourvus de toute richesse naturelle, l'agriculture de subsistance y est même difficilement praticable. Ses habitants doivent donc chercher de l'emploi dans les zones urbaines, mais peuvent y rester seulement si et aussi longtemps qu'ils possèdent un emploi. Sans emploi, ils sont considérés comme illégaux et doivent retourner dans l'un des 10 bantoustans assigné à leur groupe ethnique – et ceci même s'ils n'y ont jamais mis les pieds. Ce contrôle est exercé par le moyen de la fameuse «passe», document que n'importe quel policier peut exiger à tout-e Noir-e à tout moment. Avec la montée de la résistance urbaine, le gouvernement essaie de forcer certains secteurs de la population noire urbaine à déménager dans les bantoustans. Ses tactiques comprennent l'utilisation de bulldozers pour raser les bidonvilles et le transport des habitants en camions militaires dans les zones rurales les plus reculées. Mais les gens reviennent clandestinement, ils reconstruisent un abri avec des bouts de carton, de plastique et de tôle. La résistance massive et violente qui secoue l'édifice chancelant de l'apartheid depuis maintenant presque deux ans a atteint la majorité des secteurs de la population noire.

Le refus de l'apartheid

Depuis plusieurs mois déjà, les élèves du primaire et de secondaire boycottent leurs classes pour protester contre la structure et le contenu de l'éducation inférieure servie aux Noir-e-s. (Le gouvernement dépense 12 fois plus pour l'éducation d'un enfant blanc que pour celle d'un enfant noir.) Des boycotts du transport en commun contre les

hausse de tarif et des campagnes de non-collaboration avec le gouvernement blanc, y compris des attaques violentes contre les autorités municipales noires, se multiplient dans les *townships*, les cités noires rattachées aux grandes villes blanches. Les femmes en particulier jouent un rôle clé dans l'organisation de la résistance quotidienne dans les quartiers. Elles ont une longue expérience puisqu'elles ont été présentes en tant que force organisée dès les débuts du mouvement de libération nationale dans les premières années de ce siècle.

Ce refus total de l'apartheid, qui germe déjà dans les années 1970, est intimement lié à une crise interne, politique et économique du régime de l'apartheid. La crise économique mondiale a rebondi en Afrique du Sud à partir de 1973 et a rapidement pris des proportions importantes dues à la politique coûteuse voire «irrationnelle» de l'apartheid, en particulier la restriction de l'accès à l'emploi (qui crée une pénurie d'ouvriers spécialisés et de techniciens) ainsi que la politique salariale discriminatoire à l'endroit des Noire-s, qui restreint le bassin de consommateurs. L'inflation montant en flèche, accompagnée de la stagnation des salaires, a déclenché une vague de grèves spontanées et a rapidement entraîné la mise sur pied d'un mouvement syndical noir. Bientôt, ce sera au tour des étudiants de lancer un mouvement qui marquera l'histoire de l'Afrique du Sud avec les événements de Soweto en 1976 et la montée du mouvement de la conscience noire.

Depuis ces événements, l'État sud-africain cherche à mettre en place une approche réformatrice pour éviter le pire. Mais la forte constituante blanche d'extrême droite refuse tout compromis et menace d'éclatement la fragile coalition au pouvoir². D'autre part, la population noire refuse de plus en plus toute réforme qui ne soit pas l'acceptation pure et simple de la plate-forme du Front démocratique uni (UDF): élections libres, démocratie, société non raciale. Pourtant, le gouvernement s'entête à appliquer ses réformes dans l'espoir, peut-être, qu'à la longue la population les acceptera. Pour les Noire-s, ces mesures ne remettent pas fondamentalement en cause l'apartheid: jusqu'à maintenant, il s'agit de mesures visant à éliminer certains des aspects les plus «bêtes» de l'apartheid, ce qu'on appelle le «petit apartheid»: ces fameux bancs, toilettes, plages, restaurants séparés selon la race; l'interdiction des rapports sexuels entre gens de races différentes, etc. Comme le dit si bien Sylvia Vollenhoven, journaliste sud-africaine noire: «... de 1974 à 1982, 1 916 personnes dans tout le pays ont été poursuivies en vertu de la disposition de la Loi sur l'immoralité qui interdit des rapports sexuels entre les races, tandis qu'en la seule année 1982, il y a eu 206 222 arrestations pour des offenses concernant les «passes» – 23 arrestations par heure, ou une arrestation à toutes les 2,5 minutes»³.

Ce n'est pas demain la veille...

De toute évidence, c'est l'impasse. D'une part, le gouvernement blanc est pris dans des contradictions renforcées par le système de l'apartheid lui-même, à savoir le refus d'une bonne partie de sa constituante blanche à accepter des réformes à un rythme qui permettrait d'apaiser la révolte des Noir-e-s. D'autre part, la révolte des Noir-e-s ira en s'accroissant, mais sans réelle perspective de prise du pouvoir: ce ne sont pas les foules des *townships* noirs, aussi enragées et décidées soient-elles, qui pourront faire face à l'armée la plus puissante du continent africain, appuyée par ses alliés clandestins, les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël.

Si le pays est en effet «ingouvernable», (voir entrevue), la victoire n'est pas pour autant acquise. La révolution noire en Afrique du Sud n'est pas pour demain, et il est même possible qu'il n'y ait pas de révolution du tout. En l'absence d'une organisation des forces populaires en vue de la prise du pouvoir, une issue par voie de négociation devient... possible. Probable, même. En tout cas, les représentants des multinationales en Afrique du Sud travaillent déjà à une alternative «modérée» visant à éliminer l'apartheid (mais non pas le capitalisme) et à intégrer certains éléments de la population noire à l'élite politique et économique d'un régime post-apartheid démocratique. Galvin Reil-



Nelson Mandela, leader de l'ANC, emprisonné depuis 23 ans en Afrique du Sud.

ley, de la corporation Anglo-American, s'est récemment entretenu avec Oliver Tambo, président de l'ANC, pour discuter des conditions préalables à de telles négociations. Le mouvement de résistance, y compris l'ANC et à plus forte raison l'UDF, est très hétérogène et on observe certaines tendances vers la négociation de compromis avec le grand capital sud-africain et international, qui affiche aujourd'hui une position anti-apartheid.

Les jeux ne sont pas faits. Des milliers de résistant-e-s sont prêts-e-s à aller au bout de leurs convictions dans une lutte qui mobilise des appuis un peu partout dans le monde.

Ici même, neuf femmes ont créé un collectif de désobéissance civile à l'intérieur du Comité pour une Afrique du Sud libre (CASL) et ont occupé récemment un magasin de la multinationale canadienne Bata pour protester contre sa présence en Afrique du Sud. Il ne faudrait pas négliger l'importance de ces actions. Comme disait une Sud-Africaine présente au Forum de Nairobi cet été⁴: «Cela ne nous servira à rien de nous battre contre l'apartheid si, partout dans le monde et particulièrement dans les pays industrialisés, vous ne prenez pas aussi la décision d'en finir avec le régime.»

Nancy Thede est ethnologue de profession.

1. Extraits de «Part of My Soul Went With Him», de Winnie Mandela, publiés dans *Mother Jones*, octobre 1985.

2. Le revers que vient de subir le gouvernement Botha aux élections partielles dans la région du Cap, le 31 octobre, au profit du parti d'extrême droite en est un exemple éloquent.

3. *Mother Jones*, juillet 1985.

4. Quelques Sud-Africaines présentes à Nairobi ont été emprisonnées dans leur pays par la suite.

Pour plus d'information: Centre d'information du Mozambique et de l'Afrique australe, 3738, rue Saint-Dominique, Montréal.

**Le samedi
4 janvier à 21h 30**

**“Lion d'argent au Festival de
Venise 1983”
“César '84 du meilleur
premier film”**

**Voyez les choses...
autrement!**

**L'autre
télévision**  **Radio
Québec**

“RUE CASES-NÈGRES”

Dans les années 30, un jeune Martiniquais talentueux réussit à compléter ses études grâce à l'acharnement de sa grand-mère. Un film d'Euzhan Palcy à **Ciné-répertoire**.

Afrique du Sud

À l'heure de l'état d'urgence

par Francine Pelletier

LA VIE EN ROSE: Pourquoi l'état d'urgence?

KATE PHILIP: L'état d'urgence ne représente pas une coupure dans les événements. Il ne fait que légaliser ce qui se passe à plus ou moins grande échelle depuis toujours en Afrique du Sud. Nous vivons dans un état policier et la police a maintenant plus de pouvoir que jamais. Non seulement tous les «gardiens de la sécurité» peuvent-ils aujourd'hui arrêter, emprisonner, torturer... mais personne, sauf le ministre de la Défense, peut porter des plaintes contre eux. Les étudiants, par exemple, sont contraints d'être à l'école de telle heure à telle autre. Un policier qui aperçoit un étudiant sur la rue a le droit de tirer.

LVR: Mais alors pourquoi le Premier ministre Botha n'a-t-il pas tenté de déclarer l'état d'urgence plus tôt?

KP: L'Afrique du Sud est en pleine crise politique, à l'heure actuelle, due, en grande partie, à la montée et à l'organisation des forces progressistes. Ainsi, l'appel à l'insurrection dans les townships (cités noires) que lançait l'ANC*, il y a plus de six mois, a été respecté. Ces townships qui ont toujours été sévèrement contrôlés par la police et l'armée sont aujourd'hui ingouvernables. Et puis, il



Mme Moloise et une parente à l'extérieur des murs de la prison de Pretoria où était emprisonné son fils, le poète Benjamin Moloise. Il a été exécuté en novembre dernier.

Kate Philip est une jeune Sud-Africaine blanche (de descendance britannique) de 25 ans. Représentante de l'Union nationale des étudiants sud-africains, un des trois organismes étudiants impliqués dans la lutte contre l'apartheid, elle était de passage à Montréal en octobre dernier pour discuter de ce conflit qui ne fait que s'aggraver et dont on ne cesse de parler depuis la proclamation de l'état d'urgence, le 21 juillet dernier.

à les boycotts dont celui des petits commerces de Blancs qui se déroule en ce moment dans la région du Eastern Cape. Ce boycott ne fait qu'aggraver la crise économique qui sévit en Afrique du Sud et, surtout, il met en relief le lien étroit qui existe entre les intérêts financiers et le système d'apartheid. De plus, on savait que bon nombre de ces commerçants se joignaient à l'armée la nuit pour mieux réprimer la population noire. Il s'agissait aussi d'encourager les commerces gérés par les Noir-e-s qui, étant plus petits, sont plus dispendieux donc moins fréquentés. Mais ceux-ci devaient faire preuve de leur allégeance au peuple en versant aux organisations populaires 15 % de leurs profits. Ce boycott a été efficace à 100 %, à un point tel que les commerçants blancs imploreraient les habitants d'acheter chez eux. On a brûlé leurs boutiques pour la plupart; un seul commerçant blanc a été épargné: il s'était joint par le passé à l'équipe noire de football. Étant donné que l'économie sud-africaine repose à 80 % sur cinq grosses compagnies, dont Anglo-American est la

plus importante, on songe à étendre le boycott sur ce plan.

LVR: Les médias ont fait grand cas du fait que, récemment, des Noirs tuaient d'autres Noir-e-s dans la rue. Comment l'expliques-tu?

KP: On ne peut comprendre l'Afrique du Sud sans comprendre qu'il y a beaucoup plus que le racisme en jeu ici. D'ailleurs, le gouvernement actuel tente de «dé-raciser» l'apartheid en y incorporant certaines réformes. Ainsi, en août 1984, il tenait des élections tri-caméral afin de faire du pouvoir, jusqu'ici réservé aux Blancs, un pouvoir partagé par les coloreds (Métis) et les Indiens, mais dans des proportions moindres¹. C'était laisser croire à la libéralisation tout en augmentant simultanément les contrôles sur la population noire: les pass laws sont devenus plus sévères, l'exil des Noir-e-s dans les bantoustans s'est accéléré (voir «Pour qui sonne le glas?»). Or, ce sont souvent des policiers noirs qui sont chargés d'effectuer ces contrôles. Puis, toujours dans cette vague de réformes, le gouvernement a décidé de re-

connaître l'existence des communautés noires vivant à l'intérieur des grandes villes blanches en nommant des «conseillers communautaires». (Ces communautés ont toujours été tolérées parce qu'elles constituent la main-d'oeuvre nécessaire au bon fonctionnement des villes.) Mais ces conseillers, tous des hommes d'ailleurs, n'ont le pouvoir que d'empirer les choses non de les améliorer: ils ont dû augmenter les loyers, le prix de l'eau, des routes... Au même moment, le coût des produits de base (le pain, le lait, le pétrole) a augmenté. Alors que les élections tri-caméral ne réussissaient qu'à souligner l'exclusion des Noirs du pouvoir, ces nouveaux conseillers noirs ont accentué la misère économique des gens. C'en était trop. La violence a éclaté. Les Noirs qui ont été abattus étaient des policiers ou des conseillers, donc des collaborateurs du régime; ils représentaient les cibles les plus facilement atteignables. Pour la majorité des Sud-Africain-e-s noirs, il faut se battre ou mourir, et peut-être bien les deux à la fois. Je peux vous dire que les jeunes sont prêts à mourir.

LVR: Quel rôle les jeunes jouent-ils en Afrique du Sud?

KP: Depuis 1980, ils mènent une lutte qui prend de plus en plus d'ampleur dans les écoles. D'abord, il faut savoir que le système

d'éducation vise deux choses très précises: d'un côté, préparer les Blancs à tenir les postes de direction, les emplois professionnels et, de l'autre, inculquer aux Noirs les compétences nécessaires pour en faire une main-d'oeuvre non qualifiée et soumise. Et ça, c'est écrit en toutes lettres. Les étudiants sont donc une clé importante dans le système et ils le savent.

Nous revendiquons des choses très concrètes en ce moment: des manuels scolaires, car il n'en existe qu'un pour 100 étudiant-e-s, l'interdiction des châtiments corporels et du harcèlement sexuel, deux pratiques très répandues et, finalement, l'élection de représentants étudiants. C'est ce que nous visons à court terme car, bien sûr, c'est une éducation beaucoup plus démocratique encore que nous voulons dans le futur avec tout ce que cela implique dans un pays comme le nôtre.

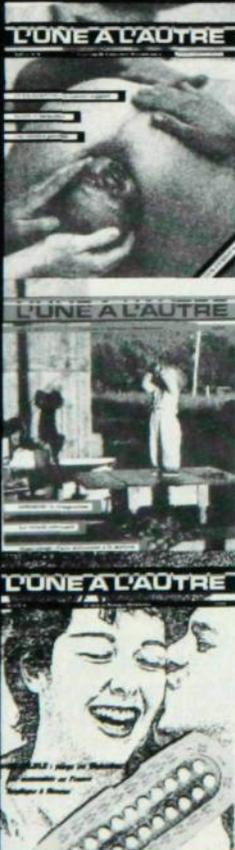
LVR: Et comment te sens-tu en tant que Blanche en Afrique du Sud?

KP: La lutte en Afrique du Sud est depuis longtemps basée sur la notion d'une société non raciale. Ceci veut dire que ni le black consciousness² ni le ressentiment contre les Blancs sont perçus comme des armes très efficaces, même si, dans un cas comme dans l'autre, c'est assez inévitable. Au contraire, pour donner plus de force au concept de non-racism, le fondement même de la

Charte de la liberté établie par l'ANC (voir encart), on s'efforce de mobiliser les progressistes parmi la communauté blanche. Ils sont très peu nombreux, c'est sûr, mais ce petit noyau de militant-e-s a une longue histoire de lutte contre l'apartheid. De toute façon, la communauté blanche est plus complexe qu'elle peut en avoir l'air de l'extérieur. Il y a les descendants hollandais, les Afrikaners, et il y a les descendants anglais qui sont arrivés plus tard, au moment où l'Angleterre avait l'oeil sur les mines d'or et de diamant du pays. L'apartheid est né du nationalisme afrikaaner qui a toujours cherché à contrôler l'économie et le pouvoir d'état (face aux Britanniques, entre autres). Or, la crudité de leurs méthodes n'inspire que du dédain aux Blancs d'origine britannique. Ceci dit, ce groupe dispose de gros intérêts économiques et, tout en se disant contre le racisme, il n'a jamais profondément remis en question un système qui leur assure de gros profits. Mais disons qu'ils sont plus disposés aujourd'hui à trouver une façon de sortir le pays de l'impasse.

LVR: Peu de temps après la proclamation de l'état d'urgence, on aurait pu croire au renversement imminent du gouvernement Botha. Six mois plus tard, cela semble moins sûr. Quelles sont tes prévisions pour l'Afrique du Sud?

KP: L'Afrique du Sud entre dans une nou-



L'UNE A L'AUTRE

**la seule revue féministe spécialisée
en périnatalité encourageant
l'autonomie des femmes
face à leur santé.**

**abonnez-vous dès maintenant
facturez-moi**

1 AN	Individu-e-s	\$10.
	Groupes	\$15.
	Desoutien	\$20. ou plus
	Corporations et institutions	\$25.
	Desoutien	\$40. ou plus
	Étranger, ajouter \$5.00	Ci-joint la somme de: _____

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ PROVINCE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE _____

L'UNE À L'AUTRE, C.P. 249, SUCC. E, MTL H2T 3A7. (514) 525-5895

velle période: l'insurrection généralisée et la politisation de masse. C'est sans doute le début de la fin, si vous voulez, mais tout le monde s'attend à ce que la lutte soit longue. Oliver Tamba, le président de l'ANC, a parlé de 10 ans.

LVR: *Est-ce que les sanctions économiques effectuées par certains pays occidentaux sont, d'après toi, efficaces?*

KP: Ils peuvent faire une grosse différence. D'ailleurs, le gouvernement en parle comme du «sabotage économique». L'économie sud-africaine est à son plus bas; elle a besoin de capitaux étrangers qui sont assurés surtout par la vente de nos produits. Or, il y a un boycott de ces produits en plus d'une campagne qui tente d'empêcher que des pays étrangers prêtent à l'Afrique du Sud. Il doit continuer. Et puis, la question de la solidarité internationale est toujours très importante pour le moral des troupes...

1. Les Blancs ont l'équivalent de quatre votes, les Métis, deux et les Asiatiques, un.

2. Mouvement inspiré du Black Power aux États-Unis qui veut promouvoir l'identité noire, ce qui passe par le refus de travailler avec des Blancs.

* African National Congress.

Petit lexique politique de l'Afrique du Sud

ANC: Le Congrès national africain, fondé en 1912 par des Noirs urbanisés, avait pour objectif de bâtir une nation sud-africaine unifiée. Son approche d'opposition «légal» est remise en question dans les années 1940 par sa section jeunesse, et l'ANC adopte alors des tactiques de boycott, de désobéissance civile et de grève. Le nombre d'adhésions à l'ANC monte en flèche. Certains jeunes dirigeants, dont Nelson Mandela, argumentent en faveur d'une organisation clandestine et créent l'aile armée de l'ANC: Umkhonto we Siswe (Épée de la nation). En 1955, l'ANC participe avec quatre autres organisations à l'élaboration et, l'adoption de la «Charte de la liberté» comme plate-forme politique du mouvement anti-apartheid. En 1960, suite à la répression féroce d'une manifestation pacifique et qui a entraîné le massacre de 63 personnes à Sharpeville, le gouvernement déclare l'ANC illégal. Un grand nombre de dirigeants sont emprisonnés, exécutés ou obligés de s'exiler et l'organisation devient presque inactive. Avec le nouveau cycle de résistance des années 1970, l'ANC reprend du souffle au point où aujourd'hui il est devenu le point de référence pour la grande majorité des sec-

teurs du mouvement de la résistance. Un autre mouvement de libération, le PAC (Congrès pan-africain), reconnu au même titre que l'ANC par le Comité de libération de l'Organisation des États africains, reste inactif depuis la fin des années 1970.

UDF (Front démocratique uni): Formé en 1982, il regroupe plus de 600 organisations communautaires, syndicales, étudiantes et cléricales. Quoique de tendance plus modérée, il a adopté, lui aussi, la Charte de la liberté comme plate-forme politique. Depuis la déclaration de l'état d'urgence en juillet dernier, les dirigeants de l'UDF ont été la cible de la répression gouvernementale.

AZAPO (Organisation du peuple d'Azanie): Formée en 1978 et porte-parole du «mouvement de la Conscience noire», elle joue aussi un rôle important dans la résistance actuelle mais s'oppose à bon nombre d'actions de l'ANC et de l'UDF. Pour AZAPO, les Blancs n'ont aucun rôle à jouer dans la lutte de libération, tandis que tous les Noirs sont des ouvriers exploités par les Blancs capitalistes.



Voyez les choses... autrement!

«CET HIVER DÉMARREZ AU QUART DE TOURI!»

L'autre télévision  **Radio Québec**

Téléservice à 18h30 du lundi au vendredi
Le vrai magazine de la vie quotidienne

Producteur-délégué: Robert Séguin